

REPUBLICQUE TOGOLAISE



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

19 novembre 2024

FESTIVITES DE L'INDEPENDANCE DE LA GUINEE-BISSAU :

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE REPRESENTE LE CHEF DE L'ÉTAT

Lomé, 19 nov. (ATOP) - Le président de l'Assemblée nationale, Sevon-Tépé Kodjo Adédzé a représenté le Chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé à la 51^e anniversaire de l'indépendance du pays du centenaire d'Amílcar Lopes Cabral, héros de l'indépendance, et du 60^e anniversaire de la création des forces armées révolutionnaires populaires de la Guinée-Bissau célébrées le 16 novembre, marquant le triple évènement pour le peuple bissau-guinéen.



La présence du Togo aux côtés du président de la Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló, vient renforcer les excellents liens de coopération bilatérale entre les deux pays. Les relations entre les deux Chefs d'Etat s'inscrivent dans une dynamique d'engagement commun pour le développement de l'Afrique, renforçant ainsi les liens historiques et diplomatiques entre leurs nations.

Le président de l'Assemblée nationale, Sevon-Tépé Kodjo Adédzé a adressé ses chaleureuses félicitations au président Umaro Sissoco Embaló et au peuple bissau-guinéen pour cette triple célébration hautement symbolique.

Les festivités, ponctuées principalement par un défilé civil et militaire, se sont déroulées en présence de plusieurs chefs d'État, de gouvernement et d'institutions africaines.

Dans son discours à la nation, le président de la République a rendu un hommage aux héros de l'indépendance, dont le premier Président Amílcar Cabral. Il a lancé un appel à tous les Bissau-Guinéens pour qu'ils restent solidaires et unis, afin de poursuivre les chantiers de développement amorcés dans le pays.

La cérémonie a également été marquée par le discours et le témoignage de Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo. Il a retracé le parcours et la lutte d'Amílcar Cabral pour l'accession de la Guinée-Bissau à la souveraineté internationale.

L'assistance a eu droit à plusieurs séquences atypiques. Les différents pelotons ont réaffirmé et démontré leur patriotisme, leur détermination, ainsi que leur loyauté à défendre l'intégrité territoriale, tout en assurant la paix et la sécurité des populations.

La Guinée-Bissau, ancienne colonie portugaise, a accédé à l'indépendance en septembre 1974, après 13 années de guerre civile pour sa libération.

ATOP (Source : Communiqué de l'Assemblée nationale).

ECHOS DE LA CAPITALE

DES EXPERTS NATIONAUX EN FORMATION SUR LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS

Lomé, 19 nov. (ATOP) – La Haute autorité de la qualité et de l'environnement (HAUQE) forment, du 19 au 22 novembre à Lomé, vingt experts nationaux impliqués dans le processus de certification des produits sur le référentiel CEDEAO en sécurité sanitaire des aliments en lien avec la norme ISO 22000.



Le président Botre (micro) ouvrant les travaux



Des participants

L'atelier est initié en collaboration avec le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) dans le cadre du « Projet d'appui à la croissance inclusive, résiliente et créatrice d'emplois ».

L'objectif de la rencontre est d'amener ces experts nationaux de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires à s'approprier les Méthodes d'analyses des dangers et maîtrise des risques (HACCP) de la norme ISO 22000 version 2018. Il s'agit pour les organisateurs de disposer d'une base d'auditeurs/experts qualifiés capables de soutenir les activités de l'infrastructure nationale de la qualité, notamment celle relative à la certification des produits des entreprises agroalimentaires.

Ces experts nationaux seront édifiés sur les référentiels de Bonne Pratique de Fabrication (BPF) et de Bonne Pratique d'Hygiène (BPH) alimentaire et sur l'identification des dangers. Ils seront surtout renseignés sur le référentiel HACCP conformément aux exigences de la norme ISO 22000 version 2018 ; le système de management de la sécurité des denrées alimentaires dans la fabrication et la transformation des produits agroalimentaires afin de garantir la qualité des produits.

Le président de la HAUQE, Laré Arzouma Botré a signifié que les entreprises en Afrique notamment celles du Togo éprouvent d'énormes difficultés à exporter leurs produits et services sur les marchés en raison d'une forte exigence de conformité aux normes requises. « C'est pourquoi, il est très indispensable que les acteurs de la qualité s'approprient ces exigences en vue d'accompagner les entreprises togolaises notamment les Très petites et moyennes entreprises et industries (TPME/TPMII) à la démarche qualité », a indiqué le président de la HAUQE.

Le président Botré a exprimé sa gratitude au président de la République pour avoir si tôt compris l'importance du système qualité dans le développement socio-économique en dotant le pays du schéma de l'infrastructure nationale de la qualité conforme aux standards internationaux à travers la loi de 2009. Il a remercié le PNUD pour son accompagnement à la promotion de la culture qualité au Togo.

Pour la formatrice, consultante qualité, Okoulou-Kantchati Nabila, cette rencontre permet de faciliter l'exportation des produits alimentaires vers l'étranger. « Les pays étrangers attendent des preuves que nos produits sont de bonne qualité et pour ça, il faut se faire certifier, avoir la possibilité de respecter des normes et standards internationaux », a-t-elle dit. Elle a ajouté que « le référentiel CEDEAO contient plusieurs types d'exigences notamment le système HACCP selon la norme ISO 22000. Cette norme permet de respecter des exigences internationales. Le référentiel CEDEAO s'intéresse non seulement à ce qu'on va donner aux pays de la CEDEAO, mais aussi, à ce que ces pays peuvent offrir aux autres à l'étranger ».

L'analyste en emploi, jeunesse et entrepreneuriat au PNUD, Olaitan Oladayo, a salué les efforts des autorités du pays et surtout la HAUQE pour la mobilisation puis souligné l'importance de la certification. Il a précisé que le respect des normes de qualité permettra aux opérateurs économiques qui sont dans la transformation de pouvoir facilement accéder à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). ATOP/DHK/TGB

PREVENTION DE L'EXTREMISME VIOLENT AU TOGO :

LES POINTS FOCaux GENRE DES MINISTERES ET INSTITUTIONS OUTILLES



Officiels et participants

Lomé, 19 nov. (ATOP) – Le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) organise les 19 et 20 novembre, à Lomé, un atelier de renforcement de capacités des points focaux genre des ministères et des institutions de la République sur l'intégration de la dimension genre dans la prévention de l'extrémisme violent.

Cette activité est faite en collaboration avec le ministère de l'Action sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme. Elle s'inscrit dans le cadre du Projet « Renforcement de la résilience et de

l'engagement des communautés pour prévenir et combattre l'extrémisme violent au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana, et au Togo ».

La rencontre vise à renforcer les capacités des participants sur l'intégration de la dimension genre dans les stratégies et actions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent au Togo. Il s'agit de renforcer les connaissances de ces points focaux genre sur les concepts clés relatifs au genre et à l'extrémisme violent. Il est aussi question de sensibiliser ces points focaux sur les rôles des femmes et des jeunes dans la promotion de la paix et de la sécurité.



Les participants



Le conseiller du ministre (2e de la droite) à l'ouverture des travaux

Les participants vont suivre des communications sur le contexte national et sous régional, avec un accent particulier sur les enjeux et défis liés à la prévention de l'extrémisme violent et la prise en compte du genre, et sur le dispositif national de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Ils vont également suivre une présentation sur la résolution 1325 et 2250 du conseil de sécurité des Nations unies et enjeux de la prise en compte du genre dans la prévention de l'extrémisme violent. Les outils et méthodologies d'intégration de l'approche genre dans les stratégies de prévention de l'extrémisme violent seront aussi abordés. Un plan d'action sera élaboré et validé en vue de permettre aux différents points focaux de le mettre en œuvre dans leur structure ou localité.

Le conseiller juridique du ministre en charge de la Promotion de la Femme, Dr. Nakou Fogan a déclaré que le Togo est confronté depuis quelques temps à une montée préoccupante du débordement de la crise sécuritaire du sahel qui se manifeste par des attaques répétées des communautés au Nord Togo. Il a indiqué que « Face à cette situation, le gouvernement a renforcé ses actions inclusives pour ne laisser personne de côté, car les groupes extrémistes s'appuient généralement sur la vulnérabilité des populations ».

Le représentant de la représentante résidente du PNUD au Togo, M. Giscard Kouassi, spécialiste cohésion sociale et prévention de l'extrémisme violent au PNUD, a relevé que l'atelier de ce jour se présente comme une opportunité pour engager l'ensemble des parties prenantes dans une réflexion intégrée pour apprécier le niveau de prise en compte du genre dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent au Togo. Il a soutenu qu'il est opportun de définir les moyens nécessaires pour assurer la soutenabilité des efforts de préventions et de lutte en intégrant le genre.

ATOP/KYA/BV

NOUVELLES DES PREFECTURES

PROJET SSEQCU :

LE MINISTRE TESSI BOUCLE SA TOURNEE DE SUIVI DE CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES SANITAIRES

Badou, 19 nov. (ATOP)-Le ministre de l'Accès aux Soins et de la Couverture sanitaire, Jean-Marie Koffi Tessi, a terminé sa tournée de suivi de construction de 70 nouvelles infrastructures sanitaires le dimanche 17 novembre sur les sites de Dzogbégan (Wawa 3), de Adomi-Abra (Wawa 2), et de Glècopé dans la préfecture d'Agou.

Cette tournée a permis au ministre de suivre l'évolution des activités du projet SSEQCU sur les différents chantiers dans la préfecture de Wawa. Elle s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement de santé (PNDS) de la feuille de route gouvernementale. La tournée vise à s'assurer de l'évolution des livrables dans le temps et d'échanger avec les entreprises et bureaux de contrôle des infrastructures sanitaires afin de trouver des stratégies de rattrapage du retard dans l'exécution des travaux.

Sur le site de construction de bâtiments de Dzogbégan et de Adomi-Abra, la délégation ministérielle a visité les infrastructures en construction, constaté l'état d'avancement des travaux et échangé avec les entreprises de construction et les bureaux de contrôle des différentes infrastructures, sur les difficultés rencontrées en vue de garantir une livraison des travaux dans un délai actualisé raisonnable.

À l'issue de cette visite des sites, le ministre Tessi a rappelé aux différentes entreprises qu'elles ont déjà dépassé les délais de livraison provisoire des ouvrages. Un délai de 2 mois a été accordé aux entreprises qui ont atteint 90% de réalisation, pour la livraison provisoire en fin décembre 2024. Pour le reste, il les a exhortés à mobiliser toutes les ressources nécessaires pour finaliser les ouvrages dans un temps record afin que les populations bénéficiaires puissent commencer à utiliser ces formations sanitaires. Le ministre a rendu hommage au chef de l'État Faure Gnassingbé qui ne ménage aucun effort pour la santé des populations togolaises.

La tournée commencée le 13 novembre par les régions de la Kara, Centrale et Plateaux, a pris fin le dimanche 17 novembre par les préfectures de Wawa et Agou.

ATOP/PM/TD



Suivi des travaux par le ministre Tessi

KLOTO/BILAN A MI-PARCOURS DE LA CAMPAGNE DE REBOISEMENT 2024 :

1.234.561 PLANTS REBOISES DANS LA PREFECTURE SUR 1.327,32 HECTARES

Kpalimé, 19 nov. (ATOP) – La préfecture de Kloto a mis en terre, 1.234.561 plants de diverses essences sur une surface de 1.327,32 ha au cours de la campagne de reboisement de 2024, un bilan à mi-parcours de la campagne de reboisement présenté le lundi 18 novembre à Kpalimé.

Cette performance permet à la préfecture de Kloto, de faire une progression spectaculaire, passant de la 4ème place en 2023 avec 278.215 plants mis en terre à la 1ère en 2024 avec 1.234.561 plants reboisés. Elle surclasse ainsi toutes les préfectures de la région des Plateaux.

Initiée par le ministère de l'Environnement et des Ressources forestières, cette rencontre s'est déroulée en présence du préfet de Kloto, Assan Koku Bertin et des acteurs impliqués dans la production des plants et le reboisement.

L'objectif est d'évaluer le travail fait au cours de l'année en matière de reboisement dans la préfecture, et de permettre à tous les acteurs impliqués de se rendre compte des efforts consentis. La rencontre a également permis d'identifier les difficultés dans la mise en œuvre de ce programme.

Le bilan a mis en relief deux activités : la production des plants et le reboisement. La préfecture de Kloto a donc produit 1.282.425 et reboisé 1.234.561 plants sur un espace de 1.327,32 hectares. Ainsi, Kloto a plus mis en terre sur les 4.725.624 plants reboisés dans la région des Plateaux.

Le directeur régional de l'Environnement et des Ressources forestières, Cdt Ouro-Bang'na Solizama a signifié que si toutes les préfectures de la région des Plateaux faisaient le résultat de Kloto, la région atteindrait ses objectifs. Il a exhorté les acteurs de Kloto à maintenir le cap pour que les campagnes à venir.

Après les échanges, les acteurs sont allés sur un site de reboisement de 1,5 hectare au lycée de Kpodzi pour apprécier le développement des plants de *Khaya grandifoliola* mis en terre. Face au rythme alarmant de déforestation, le gouvernement s'est fixé comme objectif d'atteindre 25% de taux de couverture forestière en 2025 et nourrit l'ambition de mettre en terre un milliard de plants d'ici 2030.

Le préfet de Kloto, Assan Koku Bertin s'est réjoui des résultats obtenus. Il a remercié les acteurs qui ont contribué à l'atteinte de ces résultats. ATOP/AYH/GKM



Les participants à la présentation du bilan à mi-parcours

ENSEIGNEMENT PAR ALTERNANCE :

LE MINISTRE ISSAC TCHIAKPE ECHANGE AVEC LES ACTEURS

Kpalimé, 19 nov. (ATOP) – Le ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage, Issac Tchiakpé a échangé, le lundi 18 novembre à Kpalimé, avec les acteurs sur les pratiques de mise en œuvre de l'enseignement par alternance pour une meilleure coordination lors d'une séance de travail.

La rencontre s'inscrit dans la mise en œuvre de la formation par alternance dans les centres de formation. Elle est initiée par le ministère de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage.



Les participants ont posé avec les officiels

La formation par alternance offre aux apprenants une expérience éducative enrichissante en combinant les connaissances théoriques aux réalités du terrain. L'objectif de la rencontre est d'échanger sur les pratiques de la mise en œuvre de l'alternance avec les principaux acteurs en vue d'une bonne implémentation dans les centres au cours de la rentrée scolaire 2024-2025. Il s'agit aussi de faire le bilan des deux années de mise en œuvre de la formation par alternance, d'identifier ses forces et faiblesses afin de poser des bases solides pour son extension et sa généralisation à tous les établissements et centres de formation technique et professionnelle tant publics que privés.



Les acteurs et responsables de services attentifs...



...au discours du ministre (micro) à droite

C'est l'occasion de leur présenter les principes de fonctionnement de la formation par alternance tirés de l'arrêté portant modalités de mise en œuvre de la formation en alternance dans les établissements et centres publics, privés laïcs et confessionnels d'enseignement technique et de la formation professionnelle aux acteurs principaux ; leur exposer l'état des lieux de la mise en œuvre de la formation par alternance et de discuter sur les modalités de renforcement du partenariat public/privé (PPP) en matière de développement des compétences techniques et professionnelles.

L'état des lieux de la mise en œuvre de la formation par alternance et la méthodologie d'adaptation des programmes de formation présentés aux participants ont été suivis de débats. Les travaux de groupe sur les difficultés, des approches de solutions et la formulation des recommandations ont fait objet d'activités durant la séance de travail.

Le ministre Tchiakpé a souligné que la mise en œuvre de ce système de formation permettra d'atteindre les objectifs qui ont été assignés par la feuille de route gouvernementale 2020-2025 notamment en son projet 10. Il a précisé qu'aujourd'hui la formation par alternance est incontournable dans le développement socio-économique des pays en développement, indiquant qu'elle est un moyen qui permet aux jeunes d'être maîtres de leur destinée et des acteurs du monde de demain.

Pour le préfet de Kloto, Assan Koku Bertin, la formation est le levier principal du développement. Il a invité les participants à implémenter les résultats de la rencontre auprès de leurs collègues et collaborateurs. ATOP/AYH/GMM

KOZAH/ LIBRE CIRCULATION INTRACOMMUNAUTAIRE :
UNE JOURNÉE D'INFORMATION SUR LA POLITIQUE COMMERCIALE DE L'UEMOA
A KARA

Kara, 19 nov. (ATOP) – Cinquante acteurs représentant toutes les forces vives de la région de la Kara sont conviés à une journée d'information et de sensibilisation sur les chantiers de l'Union Economique Monétaire Ouest Africain (UEMOA), le lundi 18 novembre à Kara. Le thème de la séance est : "Politique commerciale de l'UEMOA et Zone de libre-échange continentale Africaine (ZLECAf)".

La rencontre, initiée par le bureau de représentation de la Commission de l'UEMOA au Togo, en relation avec le ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale a bénéficié de l'appui du Département du marché régional et de la coopération (DMRC). Elle fait partie intégrante d'une série d'activités que le bureau de représentation de l'UEMOA à Lomé mène en collaboration avec le gouvernement.



Les participants attentifs aux communications activités et ses chantiers.

Deux communications portant sur : "UEMOA, un puissant outil d'intégration régionale" et "Politique commerciale de l'UEMOA et ZLECAf" ont permis d'éclairer les participants sur les objectifs, la gouvernance et les acquis de l'UEMOA. Les participants ont également appréhendé les fondamentaux, les complémentarités et les différences entre la ZLECAf et les échanges intracommunautaires.

Le préfet de la Kozah, col. Bakali Hè mou Badibawu a relevé que l'assise est une invite aux populations à la base à s'approprier toutes les informations concernant l'Union. Il a souhaité que les échanges permettent de maintenir une veille permanente au niveau de tous les acteurs de l'intégration sur les orientations et la conduite du processus d'intégration de l'UEMOA.

Le représentant Résident de l'UEMOA au Togo, Alioune Sene a rappelé la vision de la commission de l'UEMOA qui est d'harmoniser ses stratégies et le traitement des échanges afin d'éliminer les pratiques constituant des barrières à la totale intégration sous régionale. Il a indiqué que par l'accord de la ZLECAf, les Etats parties veulent renforcer la compétitivité des économies, promouvoir l'industrialisation et développer les chaînes de valeurs afin d'augmenter les revenus et d'améliorer les conditions de vie des populations de l'Afrique.



Des participants

Le conseiller au bureau de représentation de la commission de l'UEMOA au Togo, Ibrahim Tankari a expliqué que « l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021 de l'accord de la ZLECAf devrait permettre de supprimer les droits de douane sur la plupart des marchandises, de libéraliser le commerce des principaux services, de s'attaquer aux obstacles non tarifaires freinant les échanges commerciaux intra régionaux, puis de créer un marché unique continental où la main-d'œuvre et les capitaux circuleront librement ».

ATOP/BH/SKP/GKM

ZIO :

LA JOURNEE AFRICAINE DE LA STATISTIQUE CELEBREE A TSEVIE

Tsévié, 19 nov. (ATOP) – La 34^{ème} édition de la Journée africaine de la statistique (JAS) a été célébrée cette année au Togo, le lundi 18 novembre à Tsévié, sous le thème : « Soutenir l'éducation en modernisant la production de statistiques adaptées à ses besoins ».

Les manifestations étaient présidées par le directeur de cabinet du ministère de la planification, du développement et de la coopération, Arthur Essohanam Edjéou en présence des représentants du Système statistique national (SSN) ainsi que des autorités locales.



Les participants à la célébration de la JAS

Instituée en mai 1990 par les pays membres de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), cette journée vise à sensibiliser l'opinion publique africaine sur l'importance des statistiques dans la gestion du développement.

C'est dans cette optique que par le thème de cette année, l'accent est mis sur la mise à disposition des établissements d'enseignement et des décideurs politiques des informations précises, opportunes et pertinentes qui reflètent les besoins et les défis actuels du secteur de l'éducation. Le thème insiste également sur l'impérieuse nécessité d'investir dans la modernisation des statistiques de l'éducation pour favoriser les progrès et atteindre les objectifs de développement liés à l'éducation dans les différents pays.

Les participants ont suivi des présentations portant sur la production des données de qualité pour renforcer le système statistique national et sur la modernisation de l'écosystème des données pour produire des statistiques appropriées à l'éducation.

Le directeur de cabinet du ministère de la planification, du développement et de la coopération, Arthur Essohanam Edjéou a fait savoir que l'événement est une interpellation à plus d'engagement pour créer des conditions propices à l'émergence et à l'implémentation d'un système statistique national fiable, cohérent, gage d'une bonne gouvernance et d'un développement socioéconomique inclusif du Togo. Pour lui, le thème appelle à moderniser les écosystèmes de données sur le continent pour la production et l'utilisation de statistiques officielles de haute qualité.

Le préfet du Zio, Etsè Kodjo Kadévié a expliqué que la statistique occupe une place prépondérante dans la construction d'une société moderne, fiable et prospère. Il a indiqué que l'éducation est le fondement du développement humain économique et social. C'est pourquoi il faut orienter les décisions sur la base des données fiables, actuelles et précises ainsi les statistiques sont devenues un outil stratégique et adapté, a précisé le préfet. ATOP/AKM/FD

PROMOTION DE L'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE DES JEUNES :

LE CENTRE AFRICA OBOTA LANCE UN PROJET A TCHAMBA

Tchamba, 19 nov. (ATOP) – Un projet dénommé « Youth rule-Promotion de l'engagement communautaire des jeunes pour renforcer l'Etat de droit au Togo » est lancé le lundi 18 novembre à Tchamba.

Ce projet est initié par l'association Centre Africa Obota Togo (CAO-Togo), avec le soutien financier de l'ambassade des USA au Togo. Il vise à contribuer au renforcement

de la cohésion sociale, à travers l'implication de la jeunesse aux activités citoyennes. Il est question de doter les jeunes de compétences nécessaires pour s'engager dans des activités civiques et de favoriser les dialogues intra-communautaires en créant des plateformes de dialogue entre les jeunes, les autorités locales et les dirigeants communautaires afin d'aborder les questions juridiques et sociales qui affectent les communautés.

Le projet sera mis en œuvre dans 10 communes du pays à savoir, Assoli 1, Kéran 1 et Bassar 1 pour la région de la Kara, Sotououboua 1, Mô 1, Tchamba 3 et 1 pour la région centrale, Vo 1, Zio 3 pour la région maritime, et Agoè-Nyivé 4 pour le Grand Lomé, jusqu'en juin 2025. Ses activités principales sont, entre autres, l'organisation des ateliers à l'intention des jeunes sur les techniques de leadership, le dialogue, l'éducation civique, la participation citoyenne, le plaidoyer, la tolérance, les principes de l'état de droit, ainsi que le développement d'une application Android dénommée « J'agis ». Cette application constituera une plateforme de partage d'informations et de données entre les jeunes sur les différentes questions relatives au développement de leurs communautés. Elle servira ensuite de canal pour montrer aux jeunes ce que le gouvernement fait pour les mobiliser autour des travaux d'intérêt commun pour renforcer la participation citoyenne.



Les officiels et participants

Le préfet de Tchamba, Issaka Laguebande a exprimé sa gratitude au CAO pour cette initiative qui va permettre à la jeunesse de jouer son rôle dans la société pour son développement harmonieux. Pour lui, il faut accompagner les jeunes afin qu'ils soient des acteurs de la gestion des affaires publiques. Pour ce faire, a-t-il ajouté, il est aussi du devoir des autorités locales de créer un cadre approprié pour favoriser leur participation.

Pour le représentant du président du conseil d'administration du CAO, M. Steve Sossah la jeunesse constitue une frange importante de la population, et il faut l'associer obligatoirement à tout ce qui concerne le développement pour l'atteindre. Il a souligné que ce projet est mis sur pied suite au constat selon lequel les jeunes s'engagent de moins en moins dans les activités au niveau des communes. « Soit, ils ne s'engagent pas, soit, ils ne sont pas impliqués », a-t-il précisé.

La cérémonie de lancement a connu la présence du maire de la commune Tchamba 1, Katafara Ousmane et d'autres autorités administratives, traditionnelles, religieuses et militaires. ATOP/JK/MEK/DHK

EST-MONO/ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : **DES MAIRES ET PARLEMENTAIRES APPELES A RESTAURER LES ECOSYSTEMES**

Elavagnon, 19 nov. (ATOP) - Le Collectif des maires et parlementaires pour l'agroécologie et la restauration des écosystèmes au Togo (COMPARE-Togo) a organisé un atelier de formation sur l'agroécologie et l'approche d'adaptation au changement climatique à l'endroit de leurs membres le samedi 16 novembre à Elavagnon dans la préfecture de l'Est-Mono.

L'activité est initiée en collaboration avec le ministère de l'Environnement et des Ressources forestières et la direction générale de l'Office de développement et d'exploitation des forêts (ODEF), avec le soutien financier du projet de Renforcement de la

résilience au changement climatique des communautés côtières du Togo (R4C-Togo). Cette rencontre entend promouvoir plus d'actions autour de la souveraineté alimentaire, 3 mois après l'assemblée générale constitutive du collectif à Togo-ville dans la commune Vo 2.

L'objectif est de renforcer les capacités des maires et parlementaires sur les procédures d'intégration de l'agroécologie dans les politiques locales, amender et valider les différents textes du collectif.

Les participants ont été éclairés sur l'approche d'Adaptation au changement climatique fondée sur la nature (EBA). Cet exposé a été développé par M. Abalo Piwalinébé, expert en gestion de ressources naturelles sur le projet R4C-Togo. Cette présentation a permis aux participants d'appréhender les réalités du changement climatique. En marge de cet atelier les statuts et le règlement intérieur ont été amendés et adoptés.

Le maire de la commune Est-Mono1, Koffi Akaba, vice-président du collectif a remercié chacun pour sa participation active. Il a demandé aux participants de se mettre au travail, de poser des jalons pour une meilleure prise en compte de l'adaptation au changement climatique.

ATOP/VA/KYA

VO / PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT :

LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SITE DE TRAITEMENT DES DECHETS LANCE A TOKPLI – AMOUSSOUVIKOPE

Vogan, 19 nov. (ATOP) – Le préfet de Vo, Leguède Kokou Jérôme a officiellement lancé, les travaux d'aménagement du site de traitement des déchets solides et liquides de la commune Vo 1, le lundi 17 novembre à Tokpli-Amoussoukopé, un village à 10 km au Nord-Est de Vogan.

Le site abritera une station de traitement des boues de vidange et une décharge contrôlée pour le stockage des déchets solides. Il permettra de traiter durablement et en toute sécurité les déchets pour un environnement de vie propre et sain.

La réalisation des travaux se situe dans la mise en œuvre de la quatrième phase du "Projet d'amélioration des services publics essentiels de Vogan" (PASPEVO 2) pour la commune Vo 1. Elle sera exécutée par l'entreprise les Grands travaux routiers (GTR) en collaboration avec le bureau d'étude BF Conseil sur une période de dix mois. D'un coût global de 1.148 millions de Fcfa, les travaux seront cofinancés par le SEDIF, le SYSCOM, la ville de Paris, l'AESN, le SEGIEF avec une participation locale de la commune, de la TdE et de la SP-EAU l'Ong SEVES et ses partenaires.

Le préfet de Vo, Leguède Kokou Jérôme a demandé aux autorités communales et aux garants des us et coutumes d'intensifier la sensibilisation pour qu'on ne trouve plus de déchets dans les ménages. Il a encouragé la population riveraine du site à ne pas paniquer, à collaborer avec les réalisateurs des travaux afin d'aboutir à des résultats qui bénéficieront durablement à la population.

Le représentant de la représentante pays de l'Ong SEVES, Chrétien Gnamsim a rappelé les activités menées dans le cadre du projet depuis 2018 dont l'amélioration et le



Le préfet Leguede donne le coup de pioche pour les travaux

renforcement des infrastructures avec des extensions de réseau. Il a invité l'entreprise GTR à une exécution exemplaire dans les délais impartis. Il a exhorté le bureau d'étude BF Conseil de faire preuve de rigueur dans le suivi des travaux.



Des déchets solides sont en train d'être déversés sur le site



M. Tchonda à gauche donne des explications sur les plans d'exécution sur le site

Le premier coup de pioche du préfet suivi des autorités locales en présence du directeur général du cabinet BF Conseil, Binguitcha-Faré, du chef de mission BF Conseil, Tchonda Tetouehaki ainsi que la population du village a mis fin à la cérémonie. ATOP/AKS/GKM

TCHAOUDJO :

LA POPULATION DE BONANGANA SOIGNEE GRATUITEMENT



Des patients en consultations

Sokodé, 19 nov. (ATOP) – La population du village de Bonangana, à 25 km au nord-est de Sokodé, dans la commune Tchaoudjo1, a bénéficié le lundi 18 novembre d'un camp médical gratuit de l'ONG Humanity First Togo. Certains médicaments sont remis aux malades.

L'initiative, soutenue par Humanity First Allemagne, s'inscrit dans les œuvres humanitaires qu'entreprend cette organisation en collaboration avec la communauté islamique « Al Madiya » du

Togo depuis 1999. Elle vise à soulager les personnes défavorisées de ce village qui éprouvent des difficultés d'accès aux soins de santé de qualité.

Des centaines de patients, enfants comme adultes ont afflué dès l'aube à l'Ecole primaire publique (EPP) de Bonangana où se tenait le camp médical pour se faire soigner gratuitement selon leurs pathologies. Au nombre des maladies traitées, il y a, entre autres, la fièvre, le paludisme, le rhumatisme, les douleurs abdominales, l'hypertension artérielle, les maladies dentaires et cardiovasculaires.

« Je souffre des douleurs dentaires et je viens d'être consulté et opéré. On m'a donné gratuitement les médicaments. C'est un soulagement, je suis très heureux !», a témoigné un malade. Une autre patiente, souriante, a salué la qualité de l'accueil qui lui est réservé. « J'ai des douleurs lombaires et ma fille souffre depuis trois jours des maux de ventre. Les médecins sont très gentils, ils nous ont bien reçus, examinés et traités, sans rien réclamer », a-t-elle précisé.

Pour cette opération, plusieurs médecins, notamment un cardiologue, un ophtalmologue, un pédiatre, un généraliste, un dentiste et un neurologue venus

d'Allemagne sont mobilisés. Au nom de l'équipe médicale, le docteur cardiologue Ahmed Azaz, a exprimé sa satisfaction. « Tous les patients ont bénéficié des soins et médicaments. C'est une satisfaction pour nous d'aider ces malades à retrouver leur santé », se réjouit-il.

Le chef du village de Bonangana, Tchagnao Tchatagba a loué cette mission sanitaire : « Nous sommes très contents de ces soins gratuits et remercions Humanity First Togo et son partenaire. Nos malades sont soignés, ils pourront ainsi mieux vaquer à leurs occupations ». Il a également témoigné sa gratitude au chef de l'Etat et au gouvernement pour la préservation de la paix qui permet la réalisation de ces activités dans leur communauté.

Le coordinateur région centrale de Humanity First Togo, Abdur-Razzaq Lamboni a fait savoir que ce camp médical fait suite à l'opération de chirurgie de la cataracte organisée l'année dernière au Centre hospitalier régional (CHR) Sokodé. Pour lui, à travers ces initiatives, leur organisation entend contribuer à la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale en accompagnant les efforts du gouvernement visant à soulager les habitants des milieux reculés des maladies dont ils souffrent. Il a invité les populations à sauvegarder la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble pour la poursuite de ces œuvres caritatives.

Humanity First est présente dans plusieurs pays dont le Togo. Elle mène des actions à caractère social et humanitaire dans plusieurs domaines à l'endroit des populations défavorisées à travers divers projets avec pour objectif d'améliorer leurs conditions de vie.
ATOP/MEK/BV

BASSAR/CAMPAGNE MEDICALE FORAINE :

**312 PATIENTS CONSULTES ET TRAITES GRATUITEMENT
AU CMS DE KABOU**

Bassar, 19 nov. (ATOP) - Trois cent douze patients ont été consultés et traités gratuitement au Centre médico-social (CMS) de Kabou dans la commune Bassar 3, le samedi 16 novembre, au cours d'une campagne médicale foraine.

Cette campagne médicale est organisée par la mission médicale chinoise du Centre hospitalier régional (CHR) de Kara Tomdè. Elle s'inscrit dans le cadre des activités marquant la célébration du jubilé d'or (cinquantième anniversaire) de la coopération sanitaire entre le Togo et la Chine.

Elle vise à sceller davantage les liens d'amitié et de coopération entre la Chine et le Togo et soutenir le gouvernement togolais dans ses efforts pour le bien-être de la population et particulièrement celle de la commune Bassar 3.

Les 312 patients ont été consultés en médecine générale ou interne, en gynécologie, traumatologie, en acupuncture, chirurgie. Les consultations ont permis de diagnostiquer des pathologies telles que des lombalgies, le diabète, l'hypertension artérielle, le paludisme, des démangeaisons vaginales, des menstruations douloureuses, des maux de tête et de ventre entre autres.

Ces patients ont bénéficié des produits pharmaceutiques conséquents. Des médicaments d'une valeur de 744.819 francs CFA ont été offerts au CMS pour le traitement des patients. Cette campagne médicale a été assurée par une équipe de sept médecins, dirigée par Dr. Wu Ruitaa.

Le maire de la commune de Bassar 3, Tchapo Kondi et le responsable du CMS Kabou, Dr. Tayawa M'Dabirani se sont réjouis de cette campagne médicale qui vient soulager la population de leurs différents maux. « Nous sommes très satisfaits puisque, étant les premiers responsables de l'aire sanitaire, nous avons des obligations envers la

communauté et aujourd'hui c'est un plaisir pour nous qu'une équipe vienne nous aider afin que nous puissions offrir à cette communauté des soins améliorés », a indiqué Dr Tayawa. ATOP/SKP/KYA

UN CAMP MEDICAL DE CONSULTATION FORAINE A N'NABABOUN

Bassar, 19 nov. (ATOP) – Un camp médical de consultation foraine des populations en vue du dépistage et du traitement des pathologies a eu lieu le dimanche 17 novembre à N'Nababoun dans la commune de Bassar 3.



Séance de consultation en médecine générale



Le médecin pédiatre consultant un jeune garçon

La consultation foraine est initiée par l'Ong internationale "Humanity First" Togo avec l'appui technique et financier de "Humanity first" d'Allemagne et de la Belgique. Elle vise à aider les populations à dépister les différentes pathologies et à les prendre en charge. Les initiateurs entendent également par cette action, accompagner les efforts du gouvernement dans le souci de rapprocher les soins de santé de qualité aux populations.

Le camp médical a permis de consulter six cent quatre-vingt-treize (693) patients du district sanitaire de Bassar. Douze médecins de différentes spécialités sont mobilisés. Les consultations sont faites en médecine générale, pédiatrie, dermatologie, cardiologie, en néphrologie et en neurologie. Plusieurs pathologies sont diagnostiquées, entre autres, des lombalgies, du paludisme, des maux de genoux, de hanches, des difficultés respiratoires, la fièvre et la teigne chez les enfants ainsi que des traumatismes osseuses et mentales. Le diabète et l'hypertension artérielle sont aussi dépistés. Tous les patients reçus sont gracieusement pris en charge. Des médicaments d'une valeur de plus de trois millions F CFA leurs sont distribués.

Le préfet de Bassar, Col. Bonfo Faré Jean et le régent du canton de Kabou, Gbati Lakali se sont réjouis de cette initiative visant à soulager les populations en situation de vulnérabilité de leurs peines en matière de santé. Ils ont témoigné leur gratitude à l'Ong "Humanity first".

Le président de l'Ong "Humanity first" Togo, Koura Moussa s'est félicité du bon déroulement de l'activité qui a enregistré des résultats satisfaisants et témoigné sa gratitude aux partenaires.

Le camp médical s'est déroulé en présence du missionnaire régional Kara de "Djama'At Islamique Ahmadiyya" du Togo, Muhammad Arif.

"Humanity first" est une branche de "Djama'at Islamique Ahmadiyya" ou communauté islamique. Elle est basée dans plus de 106 pays dans le monde et intervient dans les domaines de la santé, de l'éducation et dans le social.

ATOP/SKP/GKM

NOUVELLES DE L'ETRANGER

SOMALILAND :

L'OPPOSANT CIRRO REMPORTE LA PRESIDENTIELLE

Africanews - Au Somaliland, le leader de l'opposition Abdirahman Mohamed Abdullahi a remporté l'élection présidentielle de mercredi dernier.

Plus connu sous le nom de Cirro, le chef du Parti national Waddani a battu le président sortant Muse Bihi Abdi, selon ce que rapporte le média Garowe Online.

L'homme de 68 ans a obtenu 64 % des voix contre 35 % pour son adversaire d'après les résultats communiqués par la commission électorale du Somaliland, cité par Garowe.

Le Somaliland, territoire sécessionniste de la Somalie, jouit d'une autonomie de fait depuis 1991, mais il n'a été reconnu par aucun pays, ce qui limite l'accès aux financements internationaux et la capacité de ses 6 millions d'habitants à voyager.

Le pays occupe une position stratégique à la jonction de l'océan Indien et de la mer Rouge. Africanews

SOUDAN :

LA RUSSIE MET SON VETO A UNE RESOLUTION DE L'ONU APPELANT A UN ARRET IMMEDIAT DES HOSTILITES

Paris, (RFI) - Alors que le conflit au Soudan a déjà fait des dizaines de milliers de morts et plus de 11 millions de déplacés en seulement 18 mois, le Conseil de sécurité de l'ONU a échoué à adopter une résolution appelant à un arrêt immédiat des hostilités dans le pays, ce lundi 18 novembre. S'il a recueilli 14 voix pour, le texte préparé par le Royaume-Uni et la Sierra Leone s'est heurté au refus de la Russie, qui y a mis son veto.

La Russie a empêché le Conseil de sécurité de l'ONU d'appeler à un cessez-le-feu et à la protection des civils au Soudan en mettant son veto à un projet de résolution présenté par le Royaume-Uni et la Sierra Leone, ce lundi 18 novembre. Le texte vu par l'AFP appelait les parties « à cesser immédiatement les hostilités et à s'engager de bonne foi dans un dialogue pour permettre des étapes vers une désescalade, dans le but de se mettre d'accord de façon urgente sur un cessez-le-feu national ». Il leur demandait aussi de « respecter les engagements » pris en 2023 pour protéger les civils, de ne pas utiliser les violences sexuelles comme « tactique de guerre », et de permettre un accès « rapide, sûr et sans entrave » à l'aide humanitaire.

Cette décision de la Russie, seul pays à s'être opposé au projet de résolution qui a, par ailleurs, recueilli 14 voix pour, a provoqué des critiques de plusieurs autres Etats membres du Conseil de sécurité qui espéraient ainsi mettre la pression sur les deux généraux rivaux qui s'affrontent au Soudan depuis le mois d'avril 2023, le général Abdel Fattah al-Burhane arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 2021 d'une part, et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) de son ex-adjoint, le général Mohamed Hamdane Daglo, dit Hemedti, de l'autre.

« Ce véto russe est une honte et montre une fois de plus le vrai visage de la Russie »

A l'issue du vote, le ministre britannique des Affaires étrangères, qui présidait la réunion, s'en est pris à la Russie, tenant des propos virulents. « Ce véto russe est une honte et montre une fois de plus le vrai visage de la Russie. [Vladimir] Poutine devrait avoir honte

d'utiliser des mercenaires pour propager la guerre et la violence à travers le continent africain. Il devrait avoir honte de faire semblant d'être partenaire des pays du sud, alors qu'il condamne les Africains à plus de tueries, de viols et de famine avec cette guerre brutale, a notamment lancé David Lammy avant de poursuivre : je demande au représentant de la Russie combien de Soudanais doivent encore mourir, combien de femmes doivent être violées, combien d'enfants subir la faim avant que la Russie ne se décide à agir ? La Russie va devoir s'expliquer vis-à-vis de tous les membres de ce Conseil de sécurité. Avec ce veto, elle envoie un message aux deux belligérants : qu'ils peuvent agir en toute impunité, ignorer leur engagement et leur responsabilité de protéger leur population. »

« La Russie affirme être pour et avec les Africains, mais vote contre une résolution soutenue par les Africains, pour les Africains », a renchéri l'ambassadrice américaine Linda Thomas-Greenfield, jugeant « inadmissible » que la Russie s'oppose à des mesures « pour sauver des vies ».

Assurant que Moscou souhaitait un cessez-le-feu mais décidé par les parties elles-mêmes, l'ambassadeur russe adjoint, Dmitry Polyanskiy, a justifié son veto en dénonçant un projet de résolution « au parfum post-colonial ». Il a également accusé les Britanniques d'avoir pendant les négociations empêché « toute mention des autorités légitimes du Soudan ».

Si, lors des précédentes résolutions sur cette guerre, la Russie s'était abstenue, elle s'est montrée récemment de plus en plus clairement « alignée » sur le camp du général al-Burhane, avait commenté un diplomate avant le vote. Dans un communiqué, le ministère soudanais des Affaires étrangères a d'ailleurs « salué » le veto russe, expression d'un « soutien à l'indépendance et l'unité du Soudan et de ses institutions nationales ». RFI

SECURITE NATIONALE A HONG KONG :

45 MILITANTS PRO-DEMOCRATIE CONDAMNES A DES PEINES DE PRISON FERME

Paris, (RFI) - La justice hong-kongaise a condamné, mardi 19 novembre, 45 militants pro-démocratie reconnus coupables de « subversion » à des peines de prison allant jusqu'à dix ans, à l'issue du plus grand procès organisé à Hong Kong pour atteinte à la sécurité nationale.

Les États-Unis, l'Australie et des ONG de défense des droits de l'homme ont immédiatement réagi en condamnant ces peines comme preuve de l'érosion des libertés politiques à Hong Kong depuis une ferme reprise en main par Pékin. Taïwan a également fustigé ces condamnations, soulignant que « la démocratie n'est pas un crime ». Les critiques occidentales « profanent » l'État de droit, a rapidement réagi Pékin.

Le juriste Benny Tai a reçu une peine d'emprisonnement de dix ans, la plus longue prononcée à ce jour en vertu de la loi de 2020, promulguée un an après les manifestations massives et parfois violentes en faveur de la démocratie dans cette région administrative spéciale (RAS) de la Chine.

Condamnés pour avoir organisé une primaire officielle

Tous les militants ont été reconnus coupables d'avoir organisé une primaire officielle destinée à sélectionner des candidats de l'opposition en vue des législatives, pour espérer décrocher une majorité au sein de l'assemblée locale, mettre leur veto aux budgets et forcer potentiellement à la démission la dirigeante pro-Pékin de Hong Kong alors en place, Carrie Lam.

En dépit des avertissements des autorités, 610 000 personnes avaient voté à la primaire en juillet 2020, soit près d'un septième des habitants de Hong Kong en âge de

voter. Les autorités ont finalement renoncé à l'élection de l'assemblée locale et Pékin a instauré un nouveau système politique qui contrôle strictement les élus de Hong Kong.

Quarante-sept personnes avaient été initialement arrêtées puis inculpées en 2021 dans ce dossier. Parmi ces dernières, 31 avaient plaidé coupable, 16 ont été jugées dans un procès long de 118 jours l'année dernière, à l'issue duquel 14 ont été condamnées et deux acquittées en mai.

Coupables de « conspiration »

Les juges ont estimé que le groupe avait risqué de provoquer une « crise constitutionnelle », et 45 ont été reconnus coupables de « conspiration visant à subvertir le pouvoir de l'État ». Les hommes politiques Au Nok-hin, Andrew Chiu, Ben Chung et le militant australo-hong-kongais Gordon Ng, désignés comme « têtes pensantes » de l'organisation du scrutin, ont été condamnés à des peines allant jusqu'à sept ans et trois mois d'emprisonnement.

La deuxième peine la plus longue a été infligée au jeune militant Owen Chow, avec sept ans et neuf mois, le tribunal considérant qu'il avait « joué un rôle plus proactif dans le système que les autres accusés ». Leung Kwok-hung, 68 ans, cofondateur du dernier parti d'opposition de la ville, la Ligue des sociaux-démocrates (LSD), a écopé d'une peine de six ans et neuf mois. Son épouse et leader du LSD, Chan Po-ying, a qualifié la peine de « conforme à (ses) attentes ».

Leticia Wong, ancienne conseillère municipale d'un parti pro-démocratie aujourd'hui dissous, qui a assisté à l'audience, a estimé que les conditions du procès « encourageaient les gens à plaider coupables et à témoigner contre leurs pairs ». « Pour ceux qui ont refusé d'être soumis, la peine est évidemment plus lourde », a-t-elle déclaré.
RFI

SPORTS

HAKIMI, LOOKMAN, GUIRASSY, ADINGRA ET WILLIAMS DANS LA LISTE DES FINALISTES DES CAF AWARDS 2024

Le Caire (Cafonline)-La Confédération Africaine de Football (CAF) a officiellement révélé la liste des cinq finalistes nommés dans chaque catégorie masculine des CAF Awards 2024.

La prestigieuse cérémonie des CAF Awards 2024 se déroulera à Marrakech, au Maroc, le 16 décembre 2024.

Simon Adingra (Côte d'Ivoire / Brighton & Hove Albion), Serhou Guirassy (Guinée / Borussia Dortmund), Achraf Hakimi (Maroc / Paris Saint-Germain), Ademola Lookman (Nigeria / Atalanta) et Ronwen Williams (Afrique du Sud / Mamelodi Sundowns) figurent parmi les prétendants au prestigieux titre de Joueur Africain de l'Année.

Les autres catégories annoncées aujourd'hui comprennent :

Gardien de l'Année ; Joueur Interclubs de l'Année ; Entraîneur de l'Année ; Jeune Joueur de l'Année ; Club de l'Année ; Équipe Nationale de l'Année

La cérémonie, qui rend hommage à l'excellence du football africain, vise à reconnaître les performances exceptionnelles réalisées tant en clubs qu'en compétitions nationales, avec l'attribution des titres prestigieux de Joueur Africain de l'Année dans les catégories masculines et féminines.

Au total, sept catégories ont été confirmées par la CAF dans la catégorie masculine, et les cinq meilleurs joueurs, entraîneurs et équipes ont été sélectionnés dans chacune de ces catégories.

Les CAF Awards 2024 couvrent la période allant de janvier 2024 à octobre 2024.
Cafonline

EQUIPE DE FRANCE :

LE BRASSARD, DESCHAMPS VA LAISSER MBAPPÉ CHOISIR

Paris (Maxifoot)-Absent lors des deux derniers rassemblements, Kylian Mbappé devra s'entretenir avec Didier Deschamps. Le sélectionneur de l'équipe de France ignore si l'attaquant du Real Madrid restera le capitaine des Bleus.

Transparent lorsqu'il s'agit de répondre fièrement aux critiques, Didier Deschamps se montre beaucoup plus évasif au moment d'aborder le sujet Kylian Mbappé. Après son étrange forfait en octobre, l'attaquant de l'équipe de France n'a pas été convoqué en novembre. Un choix que le sélectionneur a refusé d'expliquer devant les médias.

Deschamps veut parler à Mbappé

S'agit-il d'une sanction liée à sa fausse indisponibilité ? Ou d'une manière de le protéger dans un contexte difficile ? Une chose est sûre, c'est que la situation n'est pas claire. Y compris pour Deschamps qui ignore si l'avant-centre du Real Madrid sera toujours son capitaine en mars 2025.

Ce lundi soir, L'Equipe révèle que le technicien veut s'entretenir avec son cadre à ce sujet avant la prochaine trêve internationale. A travers ce futur échange, Deschamps veut savoir si le brassard est devenu une charge trop lourde pour Mbappé. Et si le capitanat l'empêche de prendre du plaisir avec les Bleus. Le quotidien précise que le sélectionneur devrait suivre l'avis du Merengue.

Les alternatives du sélectionneur

S'il souhaite rester capitaine, l'ancien Parisien conservera probablement son statut. Mais s'il préfère céder la place, Deschamps choisira un nouveau lieutenant parmi Aurélien Tchouaméni, N'Golo Kanté et Ibrahima Konaté, qui ont temporairement remplacé Mbappé dans ce rôle. La décision serait compliquée pour le Bayonnais dans la mesure où l'heureux élu doit être solidement installé dans le onze.

En difficulté cette saison, le milieu du Real Madrid pourrait être concurrencé par Manu Koné. Tout comme le champion du monde 2018 qui avait montré certaines limites à l'Euro 2024. De son côté, le défenseur central de Liverpool, dont le leadership plaît au staff tricolore, doit jouer des coudes avec Dayot Upamecano et William Saliba. Peut-être un nouveau casse-tête à venir si Mbappé décide de se concentrer sur ses propres performances. Selon vous, Kylian Mbappé doit-il rester le capitaine des Bleus ? N'hésitez pas à réagir et à débattre dans la zone « Ajouter un commentaire » ... Maxifoot

ZIDANE FERAIT-IL VRAIMENT MIEUX QUE DESCHAMPS À LA TÊTE DES BLEUS ?

Paris (Lepoint.fr)-Le nom de l'ancien entraîneur du Real Madrid est revenu pour prendre la suite de l'équipe de France. Mais a-t-il les épaules pour ce poste si délicat ?

Ils ont beau avoir été coéquipiers en club et en sélection, et avoir gagné les titres les plus prestigieux ensemble comme la Coupe du monde et l'Euro, ils ne partiront pas pour autant en vacances ensemble. C'est un secret de Polichinelle dans le monde du football français : Didier Deschamps et Zinedine Zidane ne sont pas les meilleurs amis. Partenaires dans le passé, ils sont désormais en concurrence, notamment pour le banc de l'équipe de France.

En poste depuis l'été 2012, Didier Deschamps ne compte pas laisser sa place à la tête des Bleus. Sous contrat jusqu'en 2026 et la prochaine Coupe du monde, l'entraîneur de 56 ans est parti sur un nouveau cycle, malgré les signes de lassitude constatés lors du dernier Euro en Allemagne. Solide et bien organisée, son équipe de France peine à faire lever les foules avec un jeu offensif assez ennuyeux, à l'image des derniers matchs de Ligue des nations aux audiences peu reluisantes.

Plus d'une décennie à la tête des bleus, du jamais-vu

De son côté, Zinédine Zidane attend toujours son heure. Sans poste depuis son départ du Real Madrid en juin 2021, l'ancien numéro 10 est le successeur désigné et réclamé de Deschamps. Avec l'espoir que le poste se libère, Zidane a refusé de nombreuses propositions dont la Juventus, le Bayern et Manchester United. Mais le trône est toujours occupé, et le héros de la finale du Mondial 1998 reste encore à quai.

Face à des matchs toujours en dents de scie lors des périodes de trêve internationale, le public réclame du renouveau à la tête de l'équipe de France. Et si le beau succès face à l'Italie (3-1) dimanche soir a rappelé que les Bleus restent compétitifs, d'autres matchs comme celui contre Israël la semaine dernière (0-0) laissent plutôt un sentiment de lassitude. Douze années sur le banc : jamais un sélectionneur comme Didier Deschamps n'avait connu une telle longévité avec la sélection tricolore. Mais le changement réclamé est-il pour autant légitime ?

Zidane dans l'inconnue a la tête d'une sélection

Zinédine Zidane a réalisé énormément d'accomplissements lors de son passage au Real Madrid, dont le fameux triplé en Ligue des champions avec trois succès de suite dans la plus prestigieuse compétition des clubs. Sa culture de la gagne et sa manière de mettre les stars dans les meilleures dispositions ont fait de lui l'un des rares entraîneurs qui a su réussir cette redoutable bascule sur les bancs après avoir eu une belle carrière de joueur. Lepoint.fr

Copyright, ATOP. Tous droits réservés